



Commission législative :

Vincent Canonica, Céline Zuber-Roy, Alia Chaker Mangeat, Diego Esteban, Laura Mach, Amar Madani, Guy Mettan, Cyril Mizrahi, Vincent Subilia

Date de dépôt : 12 mai 2025

Proposition de résolution

concernant une rectification matérielle apportée à la loi 13173 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 3 mars 2023 (LAC – B 6 05)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- l'article 216A de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985 (LRGC ; rs/GE B 1 01), qui prévoit, en cas d'erreur matérielle contenue dans une loi votée par le Grand Conseil, la possibilité pour celui-ci d'y apporter correction, sur proposition de la commission législative, sous forme de résolution s'il s'agit d'une correction de peu d'importance portant sur une erreur manifeste (art. 216A, al. 3, lettre a, LRG) ;
- la loi 13173 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 3 mars 2023 (LAC ; rs/GE B 6 05), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} juin 2025 par arrêté du Conseil d'Etat du 3 juillet 2024 ;
- la loi 13200 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 17 novembre 2023 (LAC ; rs/GE B 6 05), entrée en vigueur le 20 janvier 2024 ;
- la communication au sautier du Grand Conseil par la chancellerie d'Etat, en date du 29 avril 2025, d'un cas d'erreur matérielle portant sur les articles 30, alinéa 1, lettre v, 47A, alinéa 1, phrase introductive, et 47A, alinéa 2, de la loi 13173 ;

- la transmission de cette demande par le sautier du Grand Conseil à la commission législative ;
- la décision de la commission législative du 9 mai 2025 de proposer au Grand Conseil de procéder à la correction de ladite erreur par voie de résolution,

décide

de corriger la loi 13173 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 3 mars 2023 (LAC ; rs/GE B 6 05), en ce sens que les articles 30, alinéa 1, lettre v, 47A, alinéa 1, phrase introductive, et 47A, alinéa 2, auront la teneur suivante :

« Art. 30, al. 1, lettres k, t, u et v (nouvelle teneur), lettre x (abrogée), et al. 3 (nouvelle teneur)

(...)

- v) les traitements, les indemnités et les indemnités de fin de fonction alloués aux membres du conseil administratif, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux membres du conseil municipal ;

Art. 47A Traitement et indemnités alloués aux membres des conseils administratifs (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les bases de calcul du montant minimal impératif du traitement et des indemnités alloués aux membres des conseils administratifs en distinguant :

(...)

² Il édicte les règles impératives minimales relatives à :

- a) l'affiliation à un système de prévoyance professionnelle ;
- b) les indemnités journalières consécutives à une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident ;
- c) les indemnités de fin de fonction, tenant compte de la durée du mandat ainsi que du traitement et des indemnités visés à l'alinéa 1. »

EXPOSÉ DES MOTIFS

La présente proposition de résolution a pour objectif de rectifier une erreur découlant du croisement chronologique de deux modifications de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC ; rs/GE B 6 05).

Le 7 septembre 2022, le Conseil d'Etat a déposé le PL 13173 modifiant la LAC et 17 autres lois. Ce PL visait à entériner la loi constitutionnelle 12913 adoptée par le peuple genevois le 28 novembre 2021 s'agissant du régime de gouvernance des communes genevoises (art. 141 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 (Cst-GE ; rs/GE A 2 00)), qui avait supprimé la distinction entre les communes de moins de 3000 habitants et les autres, selon laquelle les premières étaient dirigées par un maire et 2 adjoints, au lieu d'un conseil administratif composé de 3 membres disposant de prérogatives et responsabilités équivalentes. Les modifications proposées à la LAC et aux autres lois ne constituaient que des modifications formelles supprimant la référence au maire et à ses adjoints dans le corpus législatif genevois.

Le 18 octobre 2022, le PL 13200 a été déposé par un certain nombre de députés. Il visait à modifier l'article 30, alinéa 1, lettre v, et à introduire l'article 47A, alinéa 2, lettre c, de la LAC, pour y inclure une base légale consacrant le principe du versement d'une indemnité de fin de fonction aux membres des exécutifs communaux.

Le rapport de la commission des affaires communales, régionales et internationales (CACRI) sur le PL 13200 a été déposé le 9 janvier 2023. Les modifications introduites à la LAC, telles que figurant dans le PL 13200-A issu de commission, ont la teneur suivante :

« Art. 30, al. 1, lettre v (nouvelle teneur)

¹ *Le conseil municipal délibère sur les objets suivants :*

- v) *les traitements, les indemnités et les indemnités de fin de fonction alloués aux conseillers administratifs, maires et adjoints, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux conseillers municipaux ;*

Art. 47A, al. 2, lettre c (nouvelle)

² *Il édicte les règles impératives minimales relatives à :*

- c) *les indemnités de fin de fonction, tenant compte de la durée du mandat ainsi que du traitement et des indemnités visés à l'alinéa 1. »*

Le rapport de la CACRI sur le PL 13173 a été déposé le 6 février 2023. Les modifications introduites aux articles 30, alinéa 1, lettre v, 47A, alinéa 1, phrase introductive, et 47A, alinéa 2, de la LAC telles que figurant dans le PL 13173-A issu de commission, ont la teneur suivante :

« **Art. 30, al. 1, lettres k, t, u et v (nouvelle teneur), lettre x (abrogée), et al. 3 (nouvelle teneur)**

(...)

v) *les traitements, les indemnités allouées aux membres du conseil administratif, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux membres du conseil municipal ;*

Art. 47A Traitement et indemnités alloués aux membres des conseils administratifs (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ *Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les bases de calcul du montant minimal impératif du traitement et des indemnités allouées aux membres des conseils administratifs en distinguant :*

(...)

² *Il édicte les règles impératives minimales relatives à :*

- a) *l'affiliation à un système de prévoyance professionnelle ;*
- b) *les indemnités journalières consécutives à une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident. »*

La loi 13173 a été adoptée le 3 mars 2023. Conformément à ce qui avait été annoncé lors des travaux de la commission, elle va entrer en vigueur le 1^{er} juin 2025 (arrêté du Conseil d'Etat du 3 juillet 2024, publié dans la Feuille d'avis officielle (FAO) le 5 juillet 2024).

La loi 13200 a été adoptée le 17 novembre 2023, donc après l'adoption de la loi 13173 mais avant son entrée en vigueur. Elle est entrée en vigueur le 20 janvier 2024 (lendemain de sa promulgation dans la FAO conformément à son article 2 souligné).

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi 13173, les modifications qui avaient été souhaitées par le législateur dans le cadre de la loi 13200 ne figureront pas dans le texte de la LAC figurant au recueil systématique, alors qu'en lisant l'exposé des motifs du PL 13173 et le rapport de la CACRI, il apparaît que telle n'était pas la volonté de la commission.

Il apparaît ainsi que la loi 13173 modifiant la LAC contient une erreur matérielle manifeste de peu d'importance, susceptible de rectification par la voie de la résolution, conformément à l'article 216A, alinéa 3, lettre a, de la

loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985 (LRGC ; rs/GE B 1 01).

Il convient dès lors de rectifier la loi 13173 en y ajoutant le contenu de la loi 13200.

En outre, une erreur grammaticale s'étant glissée dans la loi 13173, aux articles 30, alinéa 1, lettre v, et 47A, alinéa 1, phrase introductive, il convient également de la corriger par la présente résolution (« alloués » au lieu de « allouées », le terme « alloués » se rapportant au sujet « les traitements, les indemnités et les indemnités de fin de fonction », respectivement « du traitement et des indemnités »).

Les passages soulignés ci-dessous sont ainsi rectifiés dans la loi 13173 :

« **Art. 30, al. 1, lettres k, t, u et v (nouvelle teneur), lettre x (abrogée), et al. 3 (nouvelle teneur)**

(...)

v) les traitements, les indemnités et les indemnités de fin de fonction alloués aux membres du conseil administratif, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux membres du conseil municipal ;

Art. 47A Traitement et indemnités alloués aux membres des conseils administratifs (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ *Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les bases de calcul du montant minimal impératif du traitement et des indemnités alloués aux membres des conseils administratifs en distinguant :*

(...)

² *Il édicte les règles impératives minimales relatives à :*

- a) *l'affiliation à un système de prévoyance professionnelle ;*
- b) *les indemnités journalières consécutives à une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident ;*
- c) *les indemnités de fin de fonction, tenant compte de la durée du mandat ainsi que du traitement et des indemnités visés à l'alinéa 1. »*

Un tableau synoptique figurant en annexe permet de mieux comprendre l'objet de la présente résolution.

Au vu de ces explications, nous vous remercions de réserver un bon accueil à cette proposition de résolution.

<p>Loi 13200 adoptée le 17 novembre 2023 et entrée en vigueur le 20 janvier 2024</p> <p>Art.1 Modifications La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :</p> <p>Art. 30, al. 1, lettre v (nouvelle teneur) 1 Le conseil municipal délibère sur les objets suivants : v) Les traitements, les indemnités et les indemnités de fin de fonction alloués aux conseillers administratifs, maires et adjoints, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux conseillers municipaux;</p> <p>Art. 47A, al. 2, lettre c (nouvelle) 2 Il édicte les règles impératives minimales relatives à : c) les indemnités de fin de fonction, tenant compte de la durée du mandat ainsi que du traitement et des indemnités visés à l'alinéa 1.</p>	<p>Loi 13173 adoptée le 3 mars 2023</p> <p>Art.1 Modifications La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit :</p> <p>(...)</p> <p>Art. 30, al. 1, lettres k, t, u et v (nouvelle teneur), lettre x (abrogée), et al. 3 (nouvelle teneur) 1 Le conseil municipal délibère sur les objets suivants : (...) v) les traitements, les indemnités allouées aux membres du conseil administratif, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux membres du conseil municipal; (...)</p> <p>(...)</p> <p>Art. 47A Traitement et indemnités alloués aux membres des conseils administratifs (nouvelle teneur avec modification de la note) 1 Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les bases de calcul du montant minimal impératif du traitement et des indemnités allouées aux membres des conseils administratifs en distinguant : (...) 2 Il édicte les règles impératives minimales relatives à : a) l'affiliation à un système de prévoyance professionnelle; b) les indemnités journalières consécutives à une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident.</p> <p>(...)</p> <p>Art.3 Entrée en vigueur Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>Rectification de la loi 13173 pour qu'elle n'"écrase" pas les dispositions ajoutées par la loi 13200</p> <p>Art.1 Modifications La loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (LAC – B 6 05), est modifiée comme suit : (...)</p> <p>Art. 30, al. 1, lettres k, t, u et v (nouvelle teneur), lettre x (abrogée), et al. 3 (nouvelle teneur) 1 Le conseil municipal délibère sur les objets suivants : (...) v) les traitements, les indemnités allouées alloués et les indemnités de fin de fonction alloués aux membres du conseil administratif, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux membres du conseil municipal; (...)</p> <p>(...)</p> <p>Art. 47A Traitement et indemnités alloués aux membres des conseils administratifs (nouvelle teneur avec modification de la note) 1 Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les bases de calcul du montant minimal impératif du traitement et des indemnités allouées alloués aux membres des conseils administratifs en distinguant : (...) 2 Il édicte les règles impératives minimales relatives à : a) l'affiliation à un système de prévoyance professionnelle; b) les indemnités journalières consécutives à une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident; 3 les indemnités de fin de fonction, tenant compte de la durée du mandat ainsi que du traitement et des indemnités visés à l'alinéa 1</p> <p>(...)</p> <p>Art.3 Entrée en vigueur Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------